



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5270>

Après l'échec des accords d'Oslo, quelles sont les perspectives pour mettre fin au conflit israélo-palestinien ?



mes de l'UJFP -
Date de mise en ligne : vendredi 2 décembre 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Intervention de Pierre Stambul à Liège au siège de la FGTB (30 novembre 2016)

« Oslo a échoué, c'est fini. On espérait par Oslo obtenir un État indépendant. Nous ne l'avons pas obtenu, le nombre de colonies s'est multiplié et la division est arrivée. L'occupation a tué Oslo ». C'est Ammal Hamed, une des principales dirigeantes du Fatah à Gaza qui nous fait cette déclaration quand nous la rencontrons le 5 juin 2016. Comment en est-on arrivé là ?

Avant Oslo, côté palestinien

La Nakba, c'est-à-dire la catastrophe, l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens date de 1948. L'occupation de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est date de 1967. Elle s'est accompagnée d'une nouvelle expulsion et du début de la colonisation. La Palestine a été rayée de la carte et de très nombreux Palestiniens sont devenus travailleurs immigrés en Israël. En 1987, les Palestiniens se révoltent. C'est la première Intifada, la révolte des pierres. Toute la Palestine s'embrace. C'est un moment de très grande unité. La réaction de l'occupant est très violente. Ministre de la défense, Yitzhak Rabin aura cette phrase célèbre : « brisez-leur les os ». En 6 ans, 1100 Palestiniens seront tués.

L'OLP est créée en 1964. Jusque-là, les « pays frères » n'avaient pas reconnu l'existence de la Palestine puisque la Jordanie avait annexé la Cisjordanie et Jérusalem-Est et l'Égypte avait annexé Gaza. La position historique de l'OLP dès sa création prône en Palestine un seul État laïque et démocratique incluant les Juifs qui vivaient là avant la guerre de 1948.

En 1988, peu après le début de l'Intifada, le Conseil National Palestinien reconnaît implicitement Israël dans ses frontières de 1949. Yasser Arafat a eu beaucoup de mal à convaincre. Quel est son raisonnement ? On en est à la troisième génération de réfugiés palestiniens. L'OLP a subi de lourdes défaites (1970, « Septembre noir » en Jordanie, la guerre civile du Liban et en 1982, l'expulsion de l'OLP vers Tunis) et Arafat craint la disparition de la question palestinienne. Arafat constate que l'ONU a reconnu le nettoyage ethnique de 1948, mais pas celui de 1967. Il pense qu'en acceptant la logique de l'ONU, il sera soutenu pour obtenir la création d'un État palestinien, même réduit à 22% de la Palestine historique. Il présente cette perspective comme une étape.

Il parviendra difficilement à convaincre. La gauche palestinienne (essentiellement le Front Populaire de Libération de la Palestine, FPLP) restera sur la position initiale : un État où musulmans, chrétiens, juifs et non-croyants vivraient ensemble avec les mêmes droits. L'écrivain Edward Saïd critiquera vivement Arafat et renouvellera cette critique au moment d'Oslo. Les organisations de réfugiés refuseront cette reconnaissance. Pour elles, le retour des réfugiés dans les territoires occupés n'a pas de sens. Ils forment déjà près des 3/4 de la population de Gaza. Quelques groupes financés par diverses dictatures (Irak, Syrie, Libye) entament une stratégie d'assassinats de dirigeants de l'OLP.

En négociant les accords d'Oslo, Arafat espère (pour reprendre ses termes) signer « la paix des braves ». Il pense trouver chez les « sionistes de gauche » (pour moi, c'est un oxymore) des « partenaires pour la paix ».

Avant Oslo, côté israélien

Avant Oslo, pour les dirigeants israéliens, la Palestine n'existe pas. Cette région était pour reprendre l'expression d'Israël Zangwill « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». On parle des « Arabes » ou des « fellahs ». Le

projet sioniste est un État juif homogène. Depuis les années 1930, les principaux dirigeants sionistes se sont ralliés au concept du « transfert » de la population arabe au-delà du Jourdain. Pendant la guerre de 1948, le plan Dalet (lettre D en Hébreu) prévoit cette expulsion et est mis en oeuvre. Très peu « d'Arabes » échapperont à cette expulsion. Ils forment aujourd'hui avec leurs descendants plus de 20% de la population de l'Israël dans ses frontières internationalement reconnues. Les dirigeants israéliens propageront le mythe que « les Arabes sont partis d'eux-mêmes » pour masquer le crime fondateur de cette guerre.

Après la guerre de 1967, c'est le gouvernement travailliste qui décide, avec le plan du ministre Yigal Allon, la colonisation des territoires occupés et l'annexion de fait de la vallée du Jourdain. Comme ils ont très peu de gens prêts à s'installer dans ces territoires, ils s'adressent à un petit courant à la fois religieux et sioniste et leur offrent des millions de shekels. Le courant national-religieux est né. Il forme aujourd'hui 25% de la société israélienne. Pour ces intégristes « Dieu a donné cette terre au peuple juif » et tout retrait est exclu.

Avec l'occupation, Israël domine un territoire qui n'est plus « ethniquement pur » où les Palestiniens forment la moitié de la population mais n'ont quasiment aucun droit. Seule leur fragmentation masque cette situation d'apartheid. Deux événements vont modifier la situation. L'Intifada bien sûr et l'écroulement de l'URSS. Le président américain de l'époque, Georges Bush père, veut remodeler le Proche-Orient. Pour cela, il souhaite des négociations. Comme le Premier ministre de l'époque, Yitzhak Shamir, ne veut pas négocier, Bush refuse de cautionner l'emprunt israélien auprès des banques pour financer l'émigration des Juifs soviétiques. Cette sanction fait tomber le gouvernement Shamir. Rabin devient Premier ministre et les négociations commencent.

Du côté israélien, c'est l'occasion, avec un rapport de force très favorable, de sortir de cette guerre à un moindre prix.

Ce qui a été signé à Oslo

On pourrait commencer par ce qui n'a pas été signé. La logique d'une paix juste aurait été de reconnaître l'illégitimité du nettoyage ethnique de 1948 et d'examiner les moyens de le réparer. La paix en Afrique du Sud avait bien commencé par reconnaître que l'apartheid était un crime. Mais il n'était pas question pour les dirigeants israéliens de remettre en cause le sionisme et ses mythes fondateurs (l'exil et le retour des Juifs).

À Oslo, l'OLP a reconnu Israël dans ses frontières d'avant 1967 et Israël a reconnu ... l'OLP. Une OLP qui sera très vite mise en veilleuse et remplacée par une « Autorité palestinienne » beaucoup moins démocratique, ne s'adressant plus à tous les Palestiniens et soumise aux pires pressions. Il n'a jamais été question de reconnaître même un État palestinien établi sur 22% de la Palestine historique. Ni de décréter l'arrêt immédiat de la colonisation. Résultat : pendant les 26 mois qui séparent la signature des accords d'Oslo de l'assassinat de Rabin, celui-ci installe 60 000 nouveaux colons. Pour faire la paix ? Rabin n'a pas rompu avec la logique de force et de brutalité qui a toujours présidé aux rapports entre Israël et ses voisins.

À Oslo, on va discuter de l'heure d'ouverture des check points. Mais sur toutes les questions clés, Israël ne va pas bouger. Ni sur la libération des prisonniers (les condamnés à des peines longues restent à prison), ni sur le droit au retour des réfugiés (considéré par Israël comme un casus belli) et encore moins sur Jérusalem-Est. Au nom de « l'indivisibilité » de Jérusalem, la superficie de la ville a été décuplée et c'est tout le territoire entre Ramallah et Bethléem qui est annexé dès 1967. Les accords d'Oslo permettent le retour de milliers de combattants exilés, mais du coup, la Palestine va se retrouver avec l'antagonisme entre résistants de l'intérieur et de l'extérieur que d'autres pays ont connu auparavant sans parvenir à le résoudre. Dans la bande de Gaza, Arafat a été acclamé lors de son retour, mais l'arrivée avec l'Autorité palestinienne de nouveaux dirigeants corrompus sera très mal acceptée.

Les accords d'Oslo étaient censés être transitoires, mais la communauté internationale va laisser Israël transformer

le provisoire en définitif.

Fondamentalement, à Oslo, Israël charge l'Autorité palestinienne d'assurer sa sécurité. Un exemple vivant de cela : en août 2001, en pleine « deuxième Intifada », les services secrets israéliens assassinent le secrétaire général du FPLP Abou Ali Mustafa. En représailles, le FPLP exécute le ministre du tourisme d'extrême droite Rehavam Zeevi (accusé de nombreux crimes de guerre). Le gouvernement israélien demande alors à l'Autorité palestinienne d'arrêter la direction politique du FPLP et son nouveau secrétaire Ahmad Saadat, ce qu'elle fait. Ceux-ci sont enfermés dans la prison de Jéricho. Les gouvernements anglais et américains garantissent l'accord. En mars 2006, l'armée israélienne attaque la prison de Jéricho et tue les gardiens. Anglais et Américains, prévenus, ont disparu et la direction du FPLP est transférée en Israël.

Cette fonction de l'Autorité palestinienne fait que beaucoup (dans différents partis) traitent ses membres de collabos. « J'aurais aimé avoir un ennemi et pas deux » ou « qu'est-ce que c'est que ce chef d'État qui doit demander aux Israéliens le droit d'aller aux toilettes ? » sont des propos que nous avons souvent entendus.

L'Autorité palestinienne subit depuis 20 ans des pressions internationales la poussant à être « moderne » et à pratiquer le libéralisme économique. C'est comme cela qu'il faut interpréter le fait qu'un fonctionnaire du FMI (Salam Fayyad) ait été longtemps Premier ministre. Ou le fait que, dans les rares tentatives de gouvernement d'union nationale Fatah-Hamas, ces gouvernements aient été composés de technocrates libéraux. Le gouvernement d'union de 2014 n'aura que deux mois d'existence, le temps de supprimer la formation des enseignants.

Quelques mois après la signature des accords d'Oslo, un colon intégriste, Baruch Goldstein tue une trentaine de Palestiniens dans le Caveau des Patriarches à Hébron. Rabin aurait pu décider l'évacuation des « fous de Dieu » installés dans la vieille ville d'Hébron. Il aurait acquis popularité et respect chez les Palestiniens. Il fait le choix inverse. Il envoie 2000 soldats à Hébron pour protéger les intégristes. 22 ans plus tard, ces soldats sont toujours là : tous les jours les colons caillassent les écoliers palestiniens et l'armée les protège contre toute riposte.

C'est sous Rabin que sont signés les accords qui permettent à un colon de consommer 8 fois plus d'eau qu'un Palestinien. Mais surtout en septembre 1995, Rabin et Arafat signent les accords de Taba. La Cisjordanie est divisée en trois zones A, B et C. La zone C qui couvre la majeure partie de la Cisjordanie est entièrement sous contrôle israélien. C'est la fin de toute idée d'État palestinien qui soit autre chose qu'un bantoustan ou une réserve indienne.

Le mythe du « processus de paix » et le rôle de la « communauté internationale ».

L'impopularité des accords d'Oslo dans la population palestinienne sera rapide. Ces accords correspondent de fait à la limitation des permis de travail des centaines de milliers de travailleurs palestiniens qui finiront par perdre leur emploi et leur protection sociale après le déclenchement de la deuxième Intifada. C'est aussi le début d'une forme d'enfermement de la population de Gaza, le passage de la frontière étant rendu de plus en plus difficile. La complaisance du gouvernement israélien avec les colons exacerbe la colère. Beaucoup de Palestiniens s'étaient résignés à limiter leur revendication à un petit État palestinien. Quand ils voient que même cette perspective est remise aux calendes grecques, la colère est grande. Les groupes qui ont continué la lutte armée et les attentats (Hamas, Jihad Islamique) deviennent populaires et la répression qui frappe leurs proches est jugée intolérable.

Shimon Pérès, lors de son court passage au pouvoir (1995-6) achèvera de détruire les accords d'Oslo en faisant assassiner l'artificier du Hamas (Yahia Ayache) et en ordonnant le massacre de Cana au Liban. Par solidarité, les Palestiniens d'Israël refuseront de voter pour lui et Nétanyahou gagnera les élections de 1996.

Alors que Nétanyahou a explicitement dit qu'il n'y aurait pas d'État palestinien et qu'il accélère la colonisation, la communauté internationale va maintenir la fiction d'un « processus de paix » en multipliant les pressions sur les Palestiniens, sommés d'être « raisonnables », c'est-à-dire de capituler sur leurs revendications essentielles. Les pressions sont faciles : la Palestine n'a quasiment pas d'économie réelle. Elle est très largement dépendante de l'aide extérieure, l'Union Européenne versant par exemple l'argent correspondant aux salaires des fonctionnaires.

Lors des négociations de Taba et Camp David (2000), alors que le travailliste Ehoud Barak est au pouvoir en Israël, celui-ci et le président Clinton vont prétendre faire à Arafat des « offres généreuses ». Ces « offres » comportent juste l'abandon de Jérusalem, des blocs de colonies et du droit au retour des réfugiés. Comme Arafat refuse de signer, il sera (si l'on en croit Charles Enderlin) menacé « d'être un homme mort à qui on fera porter la responsabilité de l'échec ». C'est bien ce qui s'est passé.

Et l'opinion israélienne basculera définitivement dans l'approbation d'une colonisation à marche forcée : aujourd'hui les Israéliens habitant au-delà de la ligne verte, la frontière internationalement reconnue, forment plus de 10% de la population israélienne et quasiment la moitié du gouvernement et de l'armée.

Les Israéliens éliront des gouvernements israéliens de plus en plus dominés par une extrême droite fascisante qui ne fera même plus semblant d'être « pour la paix ».

La communauté internationale multipliera les initiatives « bidon » (comment les appeler autrement ?) aux doux noms de « feuille de route », « quartet », « initiative de paix » ... Comme l'occupant n'est jamais sanctionné, ces initiatives n'ont eu aucune suite et aucune réalité. Leur seul but aura été de maintenir la fiction d'un « processus de paix ». C'est au nom de ce pseudo processus que l'Union Européenne signera avec Israël un accord permettant aux marchandises israéliennes, y compris celles des colonies, d'arriver sans taxes dans nos magasins.

La « deuxième Intifada » qui éclate en 2000 est une réponse spontanée à la provocation calculée d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées.

6 ans plus tard, le résultat des élections législatives palestiniennes qui donne 38% au Fatah et 43% au Hamas, celui-ci ayant la majorité des députés grâce au mode de scrutin, ne doit étonner personne. Plus qu'un vote d'adhésion de nature religieuse, les électeurs ont surtout sanctionné les accords d'Oslo et la corruption qui en a découlé. Après ces élections, ils se retrouvent avec un nouveau problème apparemment insurmontable : la division palestinienne. Cette situation n'a pas cessé d'empirer depuis 10 ans.

Que faire ? Sanctionner, sanctionner et encore sanctionner

Les Palestiniens rencontrés nous ont souvent dit : « la guerre au Proche-Orient est née de décisions internationales (la partition de la Palestine en 1947 puis l'admission d'Israël à l'ONU en 1949 alors que ce pays détruisait les villages palestiniens et interdisait tout retour des réfugiés). La solution viendra d'une conjonction de la résistance/résilience du peuple palestinien et de la solidarité internationale ».

Nous devons être convaincus d'une chose : sans rapport de force, par la voie diplomatique, il ne se passera rien. D'ailleurs, si nous étions à la place des dirigeants israéliens, pourquoi changer de politique ? Ils n'ont jamais eu à souffrir ou à subir les conséquences de ce qu'ils infligent aux Palestiniens.

Quelques exemples. En mars 2016, le vice-président américain de l'époque (Joe Biden) juste avant de faire une visite officielle à Jérusalem, demande le gel de la colonisation. Le jour de son arrivée, Nétanyahou annonce la construction de 3000 nouveaux logements. Aucune réaction.

Il est de notoriété publique qu'Obama n'a jamais éprouvé de sympathie pour Nétanyahou. Pourtant, juste après le massacre à Gaza de 2014 (« Bordure Protectrice »), il a donné 3 milliards de dollars pour qu'Israël renouvelle ses munitions et, juste avant la fin de son mandat, il a accordé plus de 30 milliards d'aide militaire sur 10 ans.

L'Union Européenne a plusieurs fois répété que les territoires occupés ne faisaient pas partie d'Israël et que les produits des colonies devaient être étiquetés. Israël n'obtempère pas et les produits israéliens se déversent toujours dans nos assiettes ; plusieurs pays européens (dont la France) criminalisent même les partisans du boycott. On

marche sur la tête.

Pourquoi cette complaisance/complicité ? Parce que, pour tenir le Proche-Orient, l'Occident a besoin à la fois des monarchies pétrolières du Golfe et d'Israël, ce qui donne aux uns et aux autres une grande indépendance. Cet État d'Israël surarmé et aux technologies de pointe, morceau d'Occident implanté au Proche-Orient, c'est ce dont rêvent les dirigeants occidentaux. Une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice ne les intéresse pas.

La solution à deux États n'est ni juste, ni souhaitable. La séparation est devenue impossible, au vu de l'imbrication des populations. S'il faut séparer, pourquoi donner 22% aux uns et 78% aux autres quand les deux populations sont en nombre égal entre Méditerranée et Jourdain ? Mais ce sont les dirigeants israéliens qui ont définitivement ruiné cette perspective.

La solution à un seul État où tout le monde aurait les mêmes droits est sans doute la plus juste. Mais, actuellement l'écrasante majorité de la population israélienne est persuadée (à tort à mon avis) que, s'il n'y a pas d'État juif, cela veut dire « les Juifs à la mer ». L'exemple sud-africain montre pourtant l'inverse. C'est parce qu'il n'y a pas d'État blanc et parce qu'il y a eu reconnaissance du caractère criminel de l'apartheid que les Blancs ont pu rester.

Le projet historique du sionisme, un État juif ethniquement pur, a (presque) existé entre 1948 et 1967. L'occupation et la colonisation ont détruit ce projet. Évacuer les colons paraît impossible et dépasserait les capacités financières d'Israël.

Alors, on est rentré dans l'apartheid assumé. À Gaza, on enferme 2 millions de personnes sur un minuscule territoire déclaré « entité hostile ». En Cisjordanie, villes et villages palestiniens sont encerclés par les colonies. La population subit quotidiennement la violence des colons et celle de l'armée. Dans la partie Est de Jérusalem, les quartiers palestiniens sont attaqués. Dans le désert du Néguev, les Bédouins subissent un nouveau nettoyage ethnique et leurs villages sont détruits.

Est-ce que ça peut continuer ? Oui, tant que les États-Unis seront la première puissance du monde et tant que leurs intérêts correspondront à ceux des dirigeants israéliens, c'est-à-dire pas éternellement. Autrement dit, la politique israélienne actuelle n'est pas seulement criminelle contre les Palestiniens. Elle est clairement suicidaire, à terme, pour les Israéliens.

Comment en sortir ?

En 2005, 172 associations de la société civile palestinienne ont lancé un appel mondial au BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre Israël, tant que ce pays ne se conformera pas au droit international. Pour mon association (l'UJFP), ce boycott doit être total : politique, économique, commercial, militaire, syndical, sportif, universitaire, culturel ... à l'image de ce qui s'est passé à l'époque de l'apartheid en Afrique du sud.

Nos amis anticolonialistes israéliens nous expliquent régulièrement que leur société est malade et qu'elle a perdu toute capacité de régulation.

Deux fois dans son histoire, Israël a été sanctionné (1957 et 1991) et les deux fois, le pays a cédé. Le jour où la poursuite de la politique actuelle sera sanctionnée, ce pays très mondialisé et donc très sensible à son image, trouvera sûrement en son sein des propositions nouvelles.

Pour nous, la meilleure solution pour en sortir, c'est le « vivre ensemble dans l'égalité des droits ».

Parce que nos gouvernements sont complices, IL N'Y A POUR L'INSTANT AUCUNE AUTRE PERSPECTIVE QUE

LE BDS.

Pierre Stambul